

Quasiment toute l'activité sera à l'arrêt en France : les radiologues en grève le 10 et dans la rue le 17 novembre

6/11/25



- Journée morte pour les services d'imagerie. Midi Libre - Giacomo Italiano

Près de 80 % des cabinets fermeront le 10 novembre. En cause, des baisses tarifaires imposées par l'assurance maladie.

Le mouvement de grève devrait être très suivi : "Au moins 80 % des cabinets de radiologies seront fermés lundi 10 novembre", estime Cyril Cappelli, directeur général d'Imaneo, présent sur les cliniques du Parc, Clémentville et le Millénaire à Montpellier, et jusqu'à Lodève et Sommières.

Quasiment toute l'activité de radiologie sera à l'arrêt en France, excepté pour un examen d'urgence, à l'appel de la FNMR, la Fédération nationale des médecins radiologues.

Motif : "De nouvelles baisses de tarifs ont été imposées unilatéralement par la Caisse nationale d'assurance maladie, dans le protocole imagerie 2025-2027 de la Cnam, et celles du PLFFS 2026. La Fédération nationale des médecins radiologues dénonce une décision brutale, économiquement dangereuse et médicalement irresponsable" communique la FNMR, qui représente plus de 4 000 radiologues libéraux.

Avec l'entrée en application d'un décret publié le 16 octobre, à partir de ce mercredi 5 novembre, le prix d'un scanner ou d'une IRM, principalement impactés, baissera de 15 %, détaille Cyril Cappelli, qui fait état d'un risque de voir "vieillir le parc de matériel d'imagerie", faute de capacités futures à investir.

"Les patients vont en être les victimes", annonce aussi le président de la FNMR, Jean-Philippe Masson : les "délais de rendez-vous seront plus longs, l'accès restreint, le diagnostic retardé".

80 millions d'actes par an

Les radiologues, qui réalisent "80 millions d'actes par an", rappellent qu'ils "ont dû faire face à plus d'1,5 Md€ de baisses tarifaires depuis dix ans".

Ce nouveau tour de vis a pour objectif de faire 300 M€ d'économies supplémentaires sur trois ans. Les radiologues n'y sont pas hostiles, mais ils avancent d'autres pistes : "Pas d'imagerie en première intention pour les lombalgies communes", un "usage raisonné des radiographies thoraciques ou abdominales", une "réduction des produits de contraste" ou encore "le développement de l'intelligence artificielle pour aider à la décision et le développement de la radiologie interventionnelle".

Après la grève du 10 novembre, d'autres actions sont prévues. Le 17 novembre, l'Unir (Union nationale des internes radiologues) manifeste à Paris.

En attendant "tous les patients qui devaient passer un examen lundi vont être avertis d'une déprogrammation et d'un report de leur rendez-vous". Si ce n'est pas le cas, il vaut mieux vérifier que l'examen est maintenu. Pour Imaneo, qui réalise 900 000 actes par an, 2 000 examens sont annulés.